

Overwegende dat, aangezien de heer Olivier CRINE ten onrechte afwezig was op meer dan drie vergaderingen tijdens het jaar 2018, hij geacht wordt van rechtswege ontslag te hebben genomen overeenkomstig artikel 14, § 1 van het voormeld decreet van 10 april 2003;

Overwegende dat door dit ontslag het mandaat van de heer Bernard LIGOT als plaatsvervangend lid van kracht wordt;

Gelet, echter, op de terugtrekking van de heer LIGOT van 23 november 2018;

Gelet op het ontslag van de heer Dominique RODENBACH op 24 januari 2019;

Overwegende dat aangezien er geen plaatsvervanger in de overeenkomstige categorie van leden is, kan dit aftredende lid niet worden vervangen, omdat er geen plaatsvervanger in de overeenkomstige categorie van leden is,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 28 juni 2012 tot benoeming van de leden van de Adviescommissie voor Beeldende Kunsten worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In § 1, 3°, worden de woorden "Septembre TIBERGHIE" ingevoegd.

b) In § 1, 4°, worden de woorden "Ornella LA VACCARA" ingevoegd.

c) In § 2 worden de woorden "- de heer CRINE Olivier (MR)" en "- de heer Dominique RODENBACH (Ecolo)" geschrapt.

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) In § 1 wordt een punt 3° als volgt ingevoegd: "3° De volgende personen worden benoemd tot plaatsvervangende leden als deskundigen met competentie of ervaring op het gebied van de hedendaagse kunst:

- Eva BIALEK,

- Catherine HANKINET,

- Tania NASIELSKI".

b) In § 2 worden de woorden "- de heer LIGOT Bernard (MR)" geschrapt.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 maart 2019.

A. GREOLI

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202610]

28 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le transfert nominatif des membres du personnel de la Cellule de Développement territorial au sein du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 portant création d'une Cellule de développement territorial;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 juillet 2018;

Vu le rapport du 9 octobre 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole n° 744 du Comité de secteur n° XVI, établi le 23 novembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 22 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 20 juillet 2016 abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1^{er} à 128 et 129^{quater} à 184 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et formant le Code du Développement territorial, l'article 2;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 26 octobre 2017;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 9 mai 2018;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du personnel affectés à la Cellule de Développement territorial, dont les noms figurent à l'annexe du présent arrêté, sont transférés au Service public de Wallonie avec les grades, fonction, échelle barémique et ancienneté indiquées dans l'annexe au présent arrêté.

Ils sont affectés à la Direction du Développement territorial du Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie à Namur.

Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations.

Les membres du personnel affectés à la Cellule de Développement territorial par un arrêté ministériel sont réputés bénéficier, à dater de cette désignation, d'un contrat de travail à durée indéterminée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Art. 2. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés conservent la rétribution qu'ils avaient ou auraient obtenue s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Ils conservent leur qualité, leur grade, leurs anciennetés administratives (de rang, de niveau et de service) et pécuniaires (hors allocations et indemnités) acquises à la Cellule de Développement territorial.

§ 2. Les membres du personnel transférés conservent la dernière évaluation qui leur a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation. Si, à la date de son transfert, le membre du personnel a introduit un recours contre une mention qui lui a été attribuée, cette procédure est poursuivie dans le service d'origine.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 9 mai 2006 par lequel M. Thierry Berthet est détaché à la Cellule de développement territorial en qualité de fonctionnaire dirigeant cesse de produire ces effets à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

M. Thierry Berthet, directeur de la direction extérieure du Brabant wallon du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie est réaffecté d'office dans l'emploi de directeur statutaire de la Direction du Développement territorial au sein du Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Il conserve le bénéfice de son véhicule de fonction.

Art. 4. Mme Cathy Fouarge est transféré de l'AWEX à la Direction du Développement territorial du Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Art. 5. Les membres du personnel transférés de la cellule de Développement territorial conservent le bénéfice des jours de congé annuel de vacances et des jours de congé de compensation octroyés respectivement selon les articles 371 et 375 du Code de la Fonction publique pour l'année en cours.

Il conserve également le bénéfice du report jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, des jours de congé annuel de vacances et des jours de congé de compensation octroyés l'année précédente selon les mêmes conditions, à concurrence de la moitié du nombre annuel de ceux-ci maximum.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 portant création d'une Cellule de Développement territorial, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 1^{er} février 2007, 31 janvier 2008 et 6 mars 2009, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit son approbation par le Gouvernement.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe

Membres du personnel affectés à la Cellule de Développement territorial transférés au Service public de Wallonie et affectés à la Direction du Développement territorial du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie

Membres du personnel contractuel

Niveau A

NOM, Prénom	Grade	Fonction	Echelle barémique	Ancienneté
Berthet Thierry	Directeur	Directeur de la direction du développement territorial	A3	39
Jaumotte Jean-Christophe	Attaché qualifié	Spécialiste en aménagement du territoire et qualité architecturale	A5/2	14
Dessy Vincent	Attaché qualifié	Spécialiste en aménagement du territoire et qualité architecturale	A5/2	17
Briot Françoise	Attaché qualifié	Spécialiste en aménagement du territoire et qualité architecturale	A5/2	16
Cocle Denis	Attaché qualifié	Spécialiste en aménagement du territoire et qualité architecturale	A5/2	17
Masson Alain	Conseiller	Spécialiste en aménagement du territoire et qualité architecturale	A4 Sc	23
Fouchs Pascale	Attaché qualifié	Gestionnaire en aménagement du territoire et en urbanisme	A5/1	27

Niveau B

NOM, Prénom	Grade	Fonction	Echelle barémique	Ancienneté
Decallais Vincent	Gradué	Collaborateur en aménagement du territoire et en urbanisme	B1	21
Fouarge Cathy	Gradué	Collaborateur en aménagement du territoire et en urbanisme	B1	24

Niveau C

NOM, Prénom	Grade	Fonction	Echelle barémique	Ancienneté
Collard Valérie	Assistant	Assistant administratif	C1	20
Delobbe Christine	Assistant	Assistant administratif	C1	21

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2019 portant le transfert nominatif des membres du personnel de la Cellule de développement territorial au sein du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie.

Namur, le 28 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202610]

28. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur namentlichen Übertragung der Personalmitglieder der Zelle für räumliche Entwicklung auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie, Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 betreffend die sechste Staatsreform;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 zur Gründung einer Zelle für räumliche Entwicklung;

Aufgrund des am 18. Juli 2018 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 19. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 9. Oktober 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 23. November 2018 aufgestellten Protokolls Nr. 744 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 22. Februar 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Dekrets vom 20. Juli 2016 zur Aufhebung des Dekrets vom 24. April 2014 zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zur Aufhebung der Artikel 1 bis 128 und 129^{quater} bis 184 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Bildung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel 2;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2017;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 9. Mai 2018;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst und des Ministers für Raumordnung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die der Zelle für räumliche Entwicklung zugewiesenen Personalmitglieder, deren Namen in dem Anhang zum vorliegenden Erlass aufgeführt werden, werden auf den öffentlichen Dienst der Wallonie mit den Dienstgraden, Ämtern, Gehaltsstufen und Dienstalters, die in dem vorliegenden Erlass angegeben sind, übertragen.

Sie werden der Direktion der räumlichen Entwicklung der Abteilung Raumordnung und Städtebau des öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie in Namur zugewiesen.

Diese Übertragungen bilden keine neuen Ernennungen.

Es gilt, dass die Personalmitglieder, die durch einen ministeriellen Erlass der Zelle der räumlichen Entwicklung übertragen werden, ab dieser Bezeichnung einen auf unbestimmte Zeit abgeschlossenen Arbeitsvertrag gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder genießen.

Art. 2 - § 1. Die übertragenen Personalmitglieder behalten mindestens die Besoldung, die sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie das Amt, das sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, weiterhin in ihrer ursprünglichen Dienststelle ausgeübt hätten.

Sie behalten ihre Eigenschaft, ihren Dienstgrad, ihre jeweilige administrative Dienstalter (Rang-, Stufen- und allgemeines Dienstalter) und ihr Besoldungsdienstalter, die sie in der Zelle für räumliche Entwicklung erreicht hatten.

§ 2. Die übertragenen Personalmitglieder behalten ihre letzte Bewertung.

Diese Bewertung bleibt gültig bis eine neue Bewertung erfolgt ist. Wenn ein Personalmitglied am Datum seiner Übertragung eine Beschwerde gegen die ihm zugestellte Bewertung eingeleitet hat, wird dieses Verfahren in der Herkunftsdienststelle fortgeführt.

Art. 3 - Der ministerielle Erlass vom 9. Mai 2006, durch den Herr Thierry Berthet in die Zelle für räumliche Entwicklung als leitender Beamte entsendet wurde, hört am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses auf, wirksam zu sein.

Herr Thierry Berthet, Direktor der Außendirektion von Wallonisch-Brabant des öffentlichen Dienstes der Wallonie, Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, wird von Amts wegen der Stelle als statutarischer Direktor der Direktion der räumlichen Entwicklung innerhalb der Abteilung Raumordnung und Städtebau des öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie ab dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses wieder zugewiesen. Er behält den Genuss seines Dienstfahrzeugs.

Art. 4 - Frau Cathy Fouarge wird von der Wallonischen Exportagentur (AWEX) auf die Direktion der räumlichen Entwicklung der Abteilung Raumordnung und Städtebau des öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie übertragen.

Art. 5 - Die von der Zelle für räumliche Entwicklung übertragenen Personalmitglieder behalten den Genuss ihrer Jahresurlaubstage und der Urlaubstage wegen Zeitausgleich, die jeweils aufgrund der Artikel 371 und 375 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes für das laufende Jahr erteilt worden sind.

Sie behalten ebenfalls den Genuss der Verlegung bis zum 31. Dezember des laufenden Jahres der Jahresurlaubstage und der Urlaubstage wegen Zeitausgleich, die im vorigen Jahr nach denselben Bedingungen erteilt worden sind, jedoch höchstens bis zur Hälfte der jährlichen Anzahl dieser Urlaubstage.

Art. 6 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 zur Gründung einer Zelle für die räumliche Entwicklung, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2007, 31. Januar 2008 und 6. März 2009 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf dessen Genehmigung durch die Regierung folgt, in Kraft.

Art. 8 - Der Minister für den öffentlichen Dienst und der Minister für Raumordnung werden in ihrem jeweiligen Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. März 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang

Der Zelle für räumliche Entwicklung zugewiesene Personalmitglieder, die auf den öffentlichen Dienst der Wallonie übertragen und der Direktion der räumlichen Entwicklung des öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie zugewiesen werden
Mitglieder des Vertragspersonals

Dienststufe A

NAME, Vorname:	Dienstgrad :	Amt	Gehaltsstufe	Dienstalter
Berthet Thierry	Direktor	Direktor der Direktion der räumlichen Entwicklung	A3	39
Jaumotte Jean-Christophe	qualifizierter Attaché	Spezialist im Bereich Raumordnung und architektonische Qualitätsanforderungen	A5/2	14
Dessy Vincent	qualifizierter Attaché	Spezialist im Bereich Raumordnung und architektonische Qualitätsanforderungen	A5/2	17
Briot Françoise	qualifizierte Attachée	Spezialist im Bereich Raumordnung und architektonische Qualitätsanforderungen	A5/2	16
Cocle Denis	qualifizierter Attaché	Spezialist im Bereich Raumordnung und architektonische Qualitätsanforderungen	A5/2	17
Masson Alain	Berater	Spezialist im Bereich Raumordnung und architektonische Qualitätsanforderungen	A4 Sc	23
Fouchs Pascale	qualifizierte Attachée	Verwalterin im Bereich Raumordnung und Städtebau	A5/1	27

Dienststufe B

NAME, Vorname:	Dienstgrad :	Amt	Gehaltsstufe	Dienstalter
Decallais Vincent	Graduierter	Mitarbeiter im Bereich Raumordnung und Städtebau	B1	21
Fouarge Cathy	Graduierte	Mitarbeiterin im Bereich Raumordnung und Städtebau	B1	24

Dienststufte C

NAME, Vorname:	Dienstgrad	Amt	Gehaltsstufe	Dienstalter
Collard Valérie	Assistentin	Verwaltungsassistentin	C1	20
Delobbe Christine	Assistent	Verwaltungsassistentin	C1	21

Gesehen um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 2019 zur namentlichen Übertragung der Personalmitglieder der Zelle für räumliche Entwicklung auf den Öffentlichen Dienst der Wallonie, Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie beigefügt zu werden.

Namur, den 28. März 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202610]

28 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de nominatieve overplaatsing van de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling binnen de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005 tot oprichting van een Cel Ruimtelijke Ontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op het rapport van 9 oktober 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op protocol nr. 744 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 23 november 2018;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 20 juli 2016 tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, tot opheffing van het decreet van 24 april 2014 tot opheffing van de artikelen 1 tot 128 en 129^{quater} tot 184 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en tot vorming van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel 2;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 oktober 2017;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 9 mei 2018;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsleden aangesteld bij de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling, wier naam in de bijlage bij dit besluit vermeld staat, worden overgeplaatst naar de Waalse Overheidsdienst, met de rangen, de functie, de schaal en de anciënniteit die in de bijlage bij dit besluit zijn vermeld.

Ze worden aangesteld bij de Directie Ruimtelijke Ontwikkeling van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie te Namen.

Deze overplaatsingen vormen geen nieuwe benoemingen.

De personeelsleden die bij ministerieel besluit bij de Cel Ruimtelijke ontwikkeling worden aangesteld, worden geacht vanaf deze aanwijzing in aanmerking te komen voor een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

Art. 2. § 1. De overgeplaatste personeelsleden behouden de bezoldiging en de geldelijke anciënniteit die zij hadden of zouden bekomen hebben indien zij in hun dienst van herkomst het ambt dat zij bij hun overplaatsing bekleedden, verder hadden uitgeoefend.

Ze behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve (rang, niveau en dienst) en geldelijke anciënniteit (toelagen en vergoedingen uitgezonderd) verworven in de Cel Ruimtelijke ontwikkeling.

§ 2. De overgeplaatste personeelsleden behouden de laatste evaluatievermelding die hen is toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie. Indien het personeelslid op de datum van zijn overplaatsing een beroep heeft ingediend tegen een melding die hem werd toegekend, wordt die procedure in de oorspronkelijke dienst voortgezet.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 9 mei 2006, waarbij de heer Thierry Berthet als leidend ambtenaar bij de Cel Ruimtelijke ontwikkeling wordt gedetacheerd, houdt op van kracht te zijn bij de inwerkingtreding van dit besluit.

De heer Thierry Berthet, directeur van de buitendirectie Waals-Brabant van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, wordt ambtshalve weer aangesteld in de betrekking van statutair directeur in de Directie Ruimtelijke ontwikkeling binnen het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit. Hij behoudt het voordeel van zijn dienstvoertuig.

Art. 4. Mevr. Cathy Fouarge wordt overgeplaatst van "AWEX" naar de Directie Ruimtelijke Ontwikkeling van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Art. 5. De personeelsleden die van de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling worden overgeplaatst, behouden voor het lopende jaar de jaarlijkse vakantieverlofdagen en de compensatieverlofdagen die respectievelijk overeenkomstig de artikelen 371 en 375 van de Ambtenarencode worden toegekend.

Zij behouden ook het voordeel van de overdracht tot 31 december van het lopende jaar, van de jaarlijkse vakantieverlofdagen en de compensatieverlofdagen die het voorgaande jaar onder dezelfde voorwaarden zijn toegekend, tot maximaal de helft van het maximale aantal van dergelijke dagen per jaar.

Art. 6. Het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005 tot oprichting van een Cel Ruimtelijke Ontwikkeling, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 1 februari 2007, 31 januari 2008 en 6 maart 2009, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de goedkeuring ervan door de Regering.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Ruimtelijke Ordening zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage

Personeelsleden aangesteld bij de Cel Ruimtelijke Ontwikkeling die worden overgeplaatst naar de Waalse Overheidsdienst en aangesteld bij de Directie van het Departement Ruimtelijke Ordening van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie

Leden van het contractuele personeel:

Niveau A

NAAM, Voornaam	Graad	Functie	Weddeschaal	Anciënniteit
Berthet Thierry	Directeur	Directeur van de directie ruimtelijke ontwikkeling	A3	39
Jaumotte Jean-Christophe	Gekwalificeerd attaché	Deskundige in ruimtelijke ordening en architecturale kwaliteit	A5/2	14
Dessy Vincent	Gekwalificeerd attaché	Deskundige in ruimtelijke ordening en architecturale kwaliteit	A5/2	17
Briot Françoise	Gekwalificeerd attaché	Deskundige in ruimtelijke ordening en architecturale kwaliteit	A5/2	16
Cocle Denis	Gekwalificeerd attaché	Deskundige in ruimtelijke ordening en architecturale kwaliteit	A5/2	17
Masson Alain	Adviseur	Deskundige in ruimtelijke ordening en architecturale kwaliteit	A4 Sc	23
Fouchs Pascale	Gekwalificeerd attaché	Beheerder ruimtelijke ordening en stedenbouw	A5/1	27

Niveau B

NAAM, Voornaam	Graad	Functie	Weddeschaal	Anciënniteit
Decallais Vincent	Gegradueerde	Medewerker in ruimtelijke ordening en stedenbouw	B1	21
Fouarge Cathy	Gegradueerde	Medewerker in ruimtelijke ordening en stedenbouw	B1	24

Niveau C

NAAM, Voornaam	Graad	Functie	Weddeschaal	Anciënniteit
Collard Valérie	Assistent	Administratief assistent	C1	20
Delobbe Christine	Assistent	Administratief assistent	C1	21

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 houdende nominatieve overplaatsing van de personeelsleden van de Cel Ruimtelijke ontwikkeling binnen de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie.

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO